



CTMESR du 14 avril 2015

DECLARATION LIMINAIRE

**Journée nationale d'action interprofessionnelle
du jeudi 9 avril 2015 : un succès retentissant ...
qui en appelle d'autres !**

La FERC CGT et ses syndicats de l'enseignement supérieur et de la Recherche, FERCSup-CGT, UNCROUS, CGT-INRA et SNTRS-CGT, se félicitent du succès de la journée de grève interprofessionnelle et de manifestations du 9 Avril, appelée dans l'unité par CGT, FO, FSU et SUD. Plus de 120.000 manifestants à Paris, et plus de 300.000 dans toute la France y ont affirmé leur opposition résolue à toutes les politiques d'austérité mises en place par le Président de la République et le Gouvernement pour le plus grand bénéfice du MEDEF.

En manifestant côte à côte, les salariés du public et du privé, les jeunes, les retraités et les privés d'emploi ont en particulier exprimé leur exigence de voir abandonné le projet de Loi Macron démantelant le Code du Travail comme le Pacte de Responsabilité et ses 54 milliards « d'économies » sur les dépenses publiques et sociales en contrepartie des milliards de subventions allouées au patronat.

Touchés en premier lieu par la baisse sans précédent de leur pouvoir d'achat, les agents de la Fonction publique ont pris largement leur place dans cette mobilisation. Ils ont réaffirmé leurs légitimes exigences que la valeur du point soit immédiatement augmentée, mais aussi que le statut de fonctionnaire soit renforcé et rénové au lieu d'être démantelé, que les déroulements de carrière soient améliorés, et que les missions publiques soient respectées avec les moyens nécessaires pour leur mise en œuvre au service de toute la population.

Les personnels des universités, du CNRS, de l'INRA, de l'INSERM et des autres EPST avaient aussi toutes les raisons de manifester, quelle que soit leur catégorie, pour signifier au gouvernement la nécessité d'arrêter la marche forcée vers une régionalisation du dispositif de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, qui ne peut que faire voler en éclat la politique nationale de recherche et d'enseignement au détriment du statut des personnels comme des droits et diplômes des étudiants. En répondant à l'appel spécifique des organisations CGT, FO, SUD et FSU du secteur, les personnels ont affirmé :

- Arrêt des restructurations dans l'enseignement supérieur et la recherche
- Halte aux ComUE et aux fusions d'universités,
- Abrogation des lois LRU-Pécresse et ESR- Fioraso,
- Développement du service public national sur l'ensemble du territoire
- Maintien du réseau des CROUS et titularisation des personnels contractuels qui y travaillent
- Maintien du caractère national des EPST et des statuts nationaux de fonctionnaires d'État des personnels
- Titularisation des non-titulaires et création des emplois de titulaires nécessaires pour répondre aux besoins des universités et EPST.

Pourtant, le gouvernement et la Ministre de l'ENESR entendent rester sourds à ces signes forts de désaveu de leur politique, déjà largement signifiés par la population lors des dernières élections départementales. Madame la Ministre reste également sourde en ne répondant pas aux nombreuses demandes de rendez-vous de la CGT, 1^{ère} organisation syndicale représentative dans l'enseignement supérieur et la recherche. Alors que la secrétaire d'Etat n'est toujours pas

remplacée, Mme Vallaud-Belkacem ne daigne même pas nous honorer de sa présence au premier CTM après élection. Calendrier oblige probablement !!! La CGT continue de revendiquer l'ouverture au plus vite de réelles négociations entre organisations syndicales et Ministère sur nos revendications. Mais Mme la Ministre préfère certainement consacrer le peu de temps qui lui reste à recevoir la CPU pour élaborer conjointement, au nom d'un pseudo « dialogue social », les mauvais coups plutôt que de recevoir notre organisation syndicale que les personnels ont porté en premier aux élections MESR pour défendre leurs revendications et leur souffrance quotidienne au travail.

Les personnels sauront en tirer les conclusions qui s'imposent. Un certain nombre de luttes avaient déjà précédé le 9 Avril dans l'Enseignement supérieur et de la Recherche. Nul ne pourra rester sourd très longtemps.

Dans l'immédiat, la CGT appelle les personnels à poursuivre la mobilisation du 9 Avril et à manifester massivement le 1^{er} Mai dans l'unité la plus large avec toutes les organisations qui entendent dire :

- **Non au Pacte de Responsabilité,**
- **Non à la Loi Macron,**
- **Assez d'exonérations pour le patronat comme le Crédit d'Impôt-Recherche et le le Crédit Impôt Compétitivité- Emploi,**
- **Pour l'augmentation des salaires, la défense de la protection sociale et des services publics.**